Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

238 | Avril-Juin 2007

La mondialisation jusqu'aux marges du monde. La pluie ou le beau temps ?

SERVET Jean-Michel, *Banquiers aux pieds nus. La microfinance*

Paris : Odile Jacob, 2006, 505 pages. Une mise au point éclairante sur le microcrédit

Kamala Marius-Gnanou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/2580>

DOI : 10.4000/com.2580

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2007

Pagination : 275-277

ISBN : 978-2-86781-5

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Kamala Marius-Gnanou, « SERVET Jean-Michel, *Banquiers aux pieds nus. La microfinance* », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 238 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 28 octobre 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/2580> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.2580>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

SERVET Jean-Michel, *Banquiers aux pieds nus. La microfinance*

Paris : Odile Jacob, 2006, 505 pages. Une mise au point éclairante sur le microcrédit

Kamala Marius-Gnanou

- 1 Enfin un livre de socio-économie (500 pages) richement documenté et écrit par un homme de terrain qui a le mérite de faire la part des choses sur les enjeux de la microfinance face aux points de vue des médias et de certains travaux académiques. Tout l'intérêt de ce livre est de montrer les potentialités et les limites de la microfinance.
- 2 Tout d'abord, Jean-Michel Servet ¹ nous donne une définition claire de la microfinance : elle est caractérisée par « le faible montant des opérations, la proximité non seulement spatiale, mais aussi mentale et sociale entre l'organisation et sa population cible, et la pauvreté supposée des client(e)s ou l'exclusion qu'elles ou ils subissent ». Sous ce terme générique, se cache en fait une diversité de modèles : les organisations tendent à y associer de plus en plus d'autres services que le crédit, en particulier l'épargne, les assurances, les transferts. Les méthodes privilégiées par les institutions de microfinance (microcrédit solidaire, prêt individuel, adossement bancaire, etc.) sont fortement déterminées par des incitations publiques.
- 3 À peine connu au début des années 1990, à l'exception d'un cercle étroit d'économistes, le microcrédit a connu une médiatisation croissante grâce aux différents sommets du microcrédit. Il est souvent présenté comme un instrument parmi les plus efficaces pour éradiquer la pauvreté ou pour assurer un développement local ou encore pour favoriser l'*empowerment* des femmes. Il est aujourd'hui largement instrumentalisé par les pouvoirs publics et les institutions internationales, notamment la Banque mondiale dans le cadre des stratégies mises en place pour atteindre en 2015 les Objectifs du Millénaire de lutte contre la Pauvreté.
- 4 Fin 2005, 3 133 institutions de microcrédit ont affirmé desservir plus de 113 millions de clients ayant un prêt en cours, dont plus 81 millions étaient considérés comme faisant partie des plus pauvres lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt. Parmi ces clients

pauvres, 84,2 % sont des femmes. Le nombre de femmes bénéficiaires est passé de 10 à 69 millions entre 1999 et 2005 (État de la campagne du sommet du microcrédit, rapport 2006, p. 2).

- 5 Pour les néo-libéraux largement séduits par cet outil, selon Jean-Michel Servet qui le démontre bien dans son ouvrage, le microcrédit est pensé comme une incitation à la mise au travail par l'auto-emploi et comme un moyen particulièrement insidieux de démanteler les politiques d'aide aux chômeurs et aux personnes démunies dans les zones les plus marginalisées. La croyance au succès et à la nécessité du microcrédit pour lutter contre la pauvreté est fondée sur la diffusion d'histoires d'emprunteurs (en général d'emprunteuses) qui connaissent, grâce à de petits prêts, un changement considérable de leur vie. En 2005, alors que plus de 92 millions d'emprunteurs (dont 66 millions de personnes dites « pauvres ») auraient été clients d'une des dix mille organisations de microfinance actives sur la planète, seulement 1 % d'entre elles sont financièrement rentables. Ces crédits sont chers reconnaît-on, mais ce coût est le prix du service rendu : en effet, la capacité d'emprunter pour réaliser un projet importerait plus pour l'emprunteur que le taux d'intérêt. La recherche d'un équilibre financier explique souvent une diminution de la proportion de pauvres afin d'atteindre des objectifs financiers. Par ailleurs, selon les chiffres disponibles, la part de l'aide publique au développement consacrée à la microfinance n'atteindrait que 1,2 milliard de dollars (2 %), la Banque mondiale ne consacrerait que 1 % de ses ressources à la microfinance et le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), 3 %.
- 6 Les résultats des études socio-économiques d'impact du microcrédit apparaissent, quant à elles, contradictoires. Ils ne permettent pas d'affirmer que le microcrédit joue un rôle positif pour les fractions les plus pauvres de la planète ; le rôle de l'émancipation des femmes en matière de crédit est très ambigu. Est-ce le microcrédit qui par lui-même est émancipateur et facteur d'*empowerment* ? Ou bien l'évolution du statut des femmes explique-t-il que leurs capacités en matière de production, d'échange et de financement (dont celle d'emprunter) augmentent ? Le soutien à la microfinance peut contribuer à une précarisation généralisée des droits au travail, si elle est présentée comme la principale alternative, voire la seule.
- 7 Le microcrédit pour s'inscrire dans une logique de solidarité, de renforcement des liens sociaux doit contribuer à la lutte contre l'exclusion financière. En ce domaine, l'efficacité des pratiques d'épargne et d'assurance, de transferts des migrants, de garantie est bien souvent plus importante, en particulier pour les populations qui ont un accès pratiquement inexistant à des services financiers formalisés. Le microcrédit a révélé aussi une grande efficacité en apportant des ressources indispensables dans des situations post-conflits ou post-crise comme au Bangladesh, en Ouganda, au Cambodge, en Bosnie ou au Kosovo.
- 8 La microfinance se situe à la fois en continuité et en rupture avec l'économie associative, mutualiste et coopérative ancienne. Elle ne peut pas être contre l'État. Elle exprime même, selon Jean-Michel Servet à l'inverse de ce que certains de ses promoteurs néolibéraux ont prétendu, un retour nécessaire à la puissance publique agissant de façon décentralisée et surtout par subsidiarité.
- 9 Dans des situations très diverses, le microcrédit peut donc constituer un outil efficace de lutte contre différentes formes d'exclusion pour autant que ses potentialités comme ses limites soient bien comprises.

NOTES

1.. Jean-Michel Servet est professeur à l'Institut Universitaire d'Études du Développement (IUED) à Genève, directeur de recherche associé à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et à l'Institut Français de Pondichéry (IFP).